

<https://www.pressegauche.org/Alger-refuse-la-diplomatie-de-la-condescendance-et-du-deni>



Alger refuse la diplomatie de la condescendance et du deni

- Opinions -

Date de mise en ligne : lundi 12 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le premier ministre français Jean Castex, se défousse d'une rencontre au sommet a Alger, prévue a partir du 10 avril 2021, par la restriction drastique de sa délégation, au motif de la crise sanitaire.

Les autorités algériennes repliquent par l'annulation pure et simple.

De Paris

Omar HADDADOU

De l'autre côté de la rive, le soleil, la mer et les hirondelles, ne feront pas office de comité d'accueil !

Soucieuse de sa souveraineté, l'Algérie sursoit résolument, en guise de mesure de rétorsion, à un rendez-vous à haut niveau avec le chef du gouvernement français, Jean Castex ; attendu dimanche passé à Alger.

Placée sous le signe du rapprochement, du réchauffement des relations bilatérales, de la réconciliation mémorielle et de la coopération (engagés par les deux chefs de l'Etat, Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune) la rencontre a été, à la grande surprise des médias et de l'opinion publique, reportée sine-die, pour des raisons qui seraient plus d'ordre diplomatique que sanitaire.

Matignon, évoquant le risque potentiel de contamination au Covid-19 qui perturberait la diplomatie, s'est résolue à revoir le nombre de sa délégation à la baisse. Seulement deux Ministres, sur une journée ! Un affront pour Alger qui s'attendait à une dizaine, avec des chefs d'entreprise et d'hommes d'affaires. La pullule de Castex ne passe pas !

Ses services se fendent d'un communiqué laconique : « L'épidémie de Covid-19 ne permettant pas à ces délégations de se retrouver dans des conditions pleinement satisfaisantes... ».

UNE CARENCE DE CONFIANCE MUTUELLE

Le comité intergouvernemental franco-algérien, prévu pour cette circonstance, est ajourné.

Le format réduit des émissaires français a de quoi échauffer la bile la partie algérienne, notamment celle du premier Ministre Abdelaziz Djerad. Ce dernier ne pouvait que prendre la mesure de cette décroissance mal à propos, à mesure que le sommet arrivait. Surtout qu'un nombre non négligeable de dossiers était censé être mis sur la table.

Jean Castex, formé dans la mouvance de la Droite dure, joue la carte de la raideur diplomatique qui est à l'antipode des engagements audacieux du Président (mais non dénués de mauvaises surprises). Droit dans ses bottes derrière le perchoir, il balaie d'un revers de main, le préalable de l'autorité algérienne quant à la repentance de la France sur les crimes perpétrés depuis 1830. Ironie du sort, c'est lui, chef du gouvernement, qui est appelé à conduire la délégation française à Alger.

Afin d'apaiser les tensions et désamorcer une crise toujours pérenne, Macron avait envoyé auparavant un signal fort au peuple algérien en proclamant que « La colonisation était un crime contre l'humanité ».

D'autres sorties tonitruantes vont conforter sa posture de plaidoyer de la juste cause et de rapporteur sincère des préjudices coloniaux. Il redoublera d'efforts en restituant les crânes des combattants algériens, morts au champ d'honneur. Dans le même sillage, son Exécutif reconnaîtra les assassinats du Militant français (Mathématicien) Maurice Audin, et de l'Avocat Ali Boumendjel, lui aussi militant dont le meurtre avait été maquillé en suicide, en 1957. L'activiste fut "torturé et assassiné" par l'armée française.

Mais pour la soeur du valeureux martyr, Larbi Ben M'hidi, tous ces gestes en direction de l'Algérie restent dérisoires par rapport à l'ampleur du drame de la colonisation. Un trauma profond qui détint encore sur la dynamique diplomatique et la stabilité du pays, menacée, selon les propos de l'ambassadeur d'Algérie à Paris, Mohamed Antar Daoued, par « des lobbies oeuvrant contre les intérêts de la Nation ».

Sans périphrase aucune, ce dernier atteste : « *Quand il n'y a pas de travail en coulisses, nos amis restent nos amis. En amitié, il y a la mémoire et les intérêts. L'Algérie a des principes à respecter : l'Autodétermination des peuples et la Non-ingérence* ».

LE GLAIVE DANS LE DOS DES SAHRAOUI

Un coup de force macroniste, opéré sans crier gare, tient tout de la manoeuvre insidieuse de l'ex Président Trump, a

poussé l'Etat algérien à manifester son indignation pour dénoncer les atteintes portées au peuple sahraoui et au processus de l'autodétermination.

La décision d'ouvrir une antenne du parti présidentiel français LREM, d'Emmanuel Macron, à Dakhla occupée (un espace quadrillé par l'armée empêchant tout accès à un étranger) dévoile le dessein d'une occupation coloniale, manifestée par la création d'un consulat en violation totale avec le droit international.

Une transgression qui dénote, on ne peut plus, du coup de froid entre Alger et Paris, et l'indignation affichée par certains partis français :

" Que ce soient les résolutions de l'ONU, de la Cour internationale de La Haye, de l'Union africaine ou de la Cour de Justice de l'Union européenne, toutes ces institutions convergent pour rappeler qu'il n'y a pas de liens de souveraineté territoriale entre le Maroc et le Sahara occidental. Ce dernier a un statut séparé et distinct du Maroc et il est, de ce fait, titulaire du droit à l'autodétermination ".

Fiers de leur implication délétère, la députée du groupe LREM, Marie-Christine Verdier-Jouclas et le franco-marocain Djaoued Boussakouran, ont annoncé - sous la bénédiction d'Emmanuel Macron - la création d'un comité de leur mouvement, à Dakhla. Se faisant, l'occupation d'un territoire est entérinée et saluée unanimement en haut lieu.

Une façon d'étouffer dans l'oeuf, tout engagement pour le déroulement du processus du référendum à l'autodétermination, et de provoquer l'ire de la rue d'Alger et des sahraouis.

O.H